



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient

Bande de Gaza : le bilan humain de la guerre génocidaire est encore revu à la hausse

Une fois de plus, une étude scientifique questionne le bilan humain présenté par le ministère de la santé de la bande de Gaza. Il est largement sous-estimé, assurent des chercheurs, au contraire des accusations de surestimation attribuée à une administration liée au Hamas.

Gwenaëlle Lenoir

19 février 2026 à 19h17

Combien de femmes, d'enfants, d'hommes, de personnes âgées, ont été tué-es et blessé-es par les avions, navires, chars, drones, fantassins israéliens, depuis le début de la guerre génocidaire contre la bande de Gaza ?

Écouter l'article :

Voici une question que ne poseront sans doute pas les chefs d'État ou de gouvernement, les envoyés spéciaux, les milliardaires se piquant de diplomatie et d'immobilier réunis à Washington jeudi 19 février pour la première session du « Conseil de la paix » voulu et présidé par Donald Trump. Les alliés du 47^e président états-unien se préoccupent davantage des intérêts qu'ils et elles peuvent retirer d'une reconstruction encore lointaine, ou s'inquiètent des répercussions régionales et mondiales de la guerre génocidaire qui se poursuit.

Voici donc le bilan du 19 février 2026 tel qu'émis par les autorités de l'enclave : 72 069 personnes tuées et 171 728 blessées.



Les corps de 53 Palestinien·nes non identifiés, morts à la suite des attaques israéliennes sur la bande de Gaza, sont enterrés dans une fosse commune à Deir El-Balah, Gaza, le 13 février 2026. © Photo Abdalhkem Abu Riash / Anadolu via AFP

Longtemps, ces chiffres officiels, publiés quotidiennement par le ministère de la santé de la bande de Gaza, ont été mis en cause. Que celui-ci appartienne à l'administration du Hamas suffisait à le discréditer. Les sceptiques ont baissé d'un cran quand ces statistiques ont été avalisées par les Nations unies et par les ONG internationales. Et puis baissé de plusieurs autres quand, fin janvier 2026, ce sont des responsables militaires israéliens qui, devant des journalistes, ont avalisé le bilan fourni par le ministère de la santé de l'enclave, ainsi que Mediapart l'a décrypté.

Les chiffres donnés chaque jour constituent un seuil minimum et devront être revus à la hausse, affirment plusieurs études publiées le 18 février par le *Lancet Global Health* et par sa publication *eClinicalMedicine*. Le ministère de la santé, affirment les chercheurs qui les ont réalisées, sous-estime le nombre de morts directes et indirectes et celui des blessés. Et pas d'un peu : de 35 % à 40 %.

Une précédente livraison de l'enquête sur la mortalité à Gaza (« Gaza Mortality Survey », GMS), diffusée par la revue scientifique en février 2025, notait déjà une minimisation notable du nombre de victimes de cette guerre. Elle estimait en effet à 64 260 les personnes tuées pendant les neuf premiers mois de la guerre, d'octobre 2023 à juin 2024, soit 41 % de plus que le bilan fourni par le ministère de la santé de la bande de Gaza.

Première enquête de mortalité sur le terrain

Cette première étude avait été conduite selon la méthodologie de « capture-recapture », en superposant trois registres de décès différents : ceux du ministère de la santé, ceux des hôpitaux et les avis de décès.

La publication mise en ligne le 18 février a été réalisée sur le terrain, et c'est une première, par vingt enquêteurs et enquêtrices employé·es par le think tank Palestinian Center for Policy and Survey Research basé à Ramallah. Ils et elles ont interrogé un panel de 2 000 foyers représentatifs de la sociologie gazaouie et répartis dans l'ensemble du territoire côtier, regroupant 9 729 personnes, entre le 30 décembre 2024 et le 5 janvier 2025.

Les entretiens se sont déroulés en face à face. « *Pour chaque personne* [présente dans le foyer au 6 octobre 2023 – ndr], *les répondants ont indiqué l'état actuel de la personne parmi les options suivantes : en vie et résidant dans la bande de Gaza, ayant quitté la bande de Gaza, ayant déménagé à l'intérieur de la bande de Gaza, ou décédé, disparu ou emprisonné. Pour les personnes décédées, les répondants ont classé les décès comme violents (tués pendant ou à cause des combats), non violents (maladie, conditions préexistantes, accidents ou autres causes non directement liées aux combats) ou inconnus. Le questionnaire a également enregistré les naissances après le 6 octobre 2023* », explique l'article du *Lancet*. Les chercheurs ont ensuite extrapolé les données à l'ensemble de la population.

L'enquête, dirigée par Michael Spagat de l'université Royal Holloway de Londres, détermine que le bilan de la guerre génocidaire se situait, au 5 janvier 2025, autour de 75 200 morts violentes et 8 450 morts dites non violentes, c'est-à-dire résultant des conséquences matérielles de la destruction des infrastructures du territoire.

Soit, au 5 janvier 2025, il y a plus de treize mois, plus de 83 000 décès au cours des quinze premiers mois de la guerre génocidaire. Le ministère de la santé donnait, à ce moment-là, un bilan de 49 000 tué·es.

Il est une donnée qui ne varie pas, des chiffres officiels aux estimations de l'enquête sur la mortalité à Gaza : celle de la répartition en fonction des âges et du genre.

Plus de la moitié des victimes, 56,2 %, sont des femmes, des enfants en dessous de 18 ans et des personnes âgées de plus de 64 ans.

La différence entre les chiffres officiels et ceux du *Lancet* s'explique par plusieurs facteurs : le ministère de la santé comptabilise les décès nom par nom, et beaucoup manquent, car des milliers de personnes mortes et non identifiées gisent toujours sous les décombres, et des familles entières ont été décimées, ne laissant personne pour donner les noms des tué·es.

80 % de blessures dues à des explosions

Ces mêmes raisons peuvent induire, explique Michael Spagat, qui dirige également l'ONG Every Casualty Counts (« chaque victime compte »), une sous-estimation dans l'étude publiée par le *Lancet*. De même, les enquêtrices et enquêteurs n'ont pas eu accès à certaines zones, les plus dangereuses, comme, à l'époque, le nord de la bande de Gaza.

Il est donc certain, au regard de cette recherche, que le bilan donné aujourd'hui est encore en dessous de la réalité. D'autant que l'étude s'est déroulée avant que la famine ne soit déclarée dans l'enclave palestinienne (elle l'a été en août 2025). « *Le rapport entre les décès non violents et violents a probablement augmenté depuis la période de collecte de nos données. De plus, des recherches antérieures suggèrent que les conséquences à long terme des conflits sur la santé s'accumulent au fil des ans, même après la fin des violences aiguës* », explique l'article.

La population, outre ce poids des décès – entre 3 et 4 % de la population totale de la bande de Gaza a été tuée dans des attaques israéliennes depuis le 7 octobre 2023 –, doit faire face à celui des blessé·es, dont le sort obscurcit l'avenir du territoire et de la société gazaouie.

Une enquête menée conjointement par l'université Duke de Caroline du Nord et l'hôpital Al-Shifa de Gaza a comptabilisé, au 30 avril 2025, 116 020 blessé·es, dont 29 000 à 46 000 nécessitant des actes de chirurgie reconstructive complexes impossibles à réaliser dans la bande de Gaza. 80 % des blessures ont été causées par des explosions, lors d'attaques aériennes ou de bombardements de zones urbaines densément peuplées.

Déjà avant le 7-Octobre, le territoire ne comptait que huit chirurgiens plasticiens et reconSTRUCTEURS certifiés. Les infrastructures médicales sont à terre : sur trente-six hôpitaux avant la guerre, seulement dix-huit sont capables de fonctionner aujourd'hui, et encore, partiellement, selon l'agence des Nations unies pour la coordination humanitaire (Ocha). Même si les structures sanitaires étaient remises en état entièrement, il faudrait dix ans pour traiter toutes les blessures, estiment les chercheurs.

L'accord négocié pour la réouverture du point de passage de Rafah dans le cadre du plan d'ensemble prévoit que seul-es cinquante malades ou blessé-es sont autorisé-es à

quitter quotidiennement la bande de Gaza pour aller se faire soigner en Égypte. Même ce chiffre n'est pas atteint, du fait des blocages des autorités israéliennes.

Chaque jour, malgré un cessez-le-feu théorique, de nouvelles personnes sont tuées et blessées dans la bande de Gaza. Le Conseil de la paix devrait se pencher non seulement sur la reconstruction du bâti, dans le fantasme de riviera et de zones franches de la présidence états-unienne, mais aussi sur celle des corps et des âmes. D'une société en lambeaux.

Gwenaelle Lenoir